

Cohérence des politiques environnementales?

Dans l'aménagement des conventions sur le climat et sur la diversité biologique, il importe de tenir compte du fait que les changements affectant le climat, la biodiversité et les multiples fonctions des ressources naturelles interagissent entre eux et s'influencent réciproquement. Il en est ainsi des rapports entre ces deux conventions et de celle sur la lutte contre la désertification, respectivement pour les plus de 250 accords multilatéraux concernant l'environnement. Ces interrelations n'ont pas été assez considérées jusqu'ici. Pour améliorer la coordination des politiques environnementales à l'avenir, les deux postulats suivants sont avancés aujourd'hui plus spécialement :

Premièrement, une meilleure cohérence horizontale entre les différentes conventions environnementales. Les objectifs, les normes et les règles doivent être conçus de telle sorte qu'ils permettent de prévenir les conflits et d'exploiter les synergies. Au niveau politique international, se multiplient aujourd'hui des groupes de travail et des initiatives qui ont pour but une meilleure concordance des conventions. Il est reconnu qu'avec l'institution du « Joint Liaison Group » des trois secrétariats des conventions, un premier pas a été fait dans la bonne direction. La boîte à outils « Integration of Biodiversity Concern in Climate Change Mitigation Activities », fort bien conçue, donne des pistes pour agir au niveau local. Avec ses lignes directrices pratiques, elle propose des critères de

La grande diversité des arbres et des cultures qui caractérise le tanimboly (le système agroforestier traditionnel à Madagascar) renforce la biodiversité, tout en contribuant également à la séquestration du carbone – une fonction qui n'est pas (encore) reconnue dans le cadre du Mécanisme pour le développement propre de la Convention sur les changements climatiques. (Photo : Peter Messerli)



décision simples pour aménager les projets de mitigation du changement climatique, afin qu'ils puissent servir en même temps à préserver la biodiversité, et donc, contribuer à réaliser les objectifs de la convention sur la diversité biologique. Un exemple : la reforestation d'une surface dégradée au Cameroun peut être reconnue comme une contribution à l'atténuation du changement climatique sous le Mécanisme pour le développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto. Si la région était auparavant dégradée et est ensuite reboisée avec des espèces indigènes, le projet contribue simultanément aux objectifs globaux de la biodiversité 2010 de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Deuxièmement, une meilleure cohérence verticale entre les stratégies et projets locaux, les législations nationales et internationales sur l'environnement.

Avec le nombre croissant d'accords globaux sur l'environnement, la mise

Table des matières

Article de fond	
Cohérence des politiques environnementales?	1
D'intérêt courant	
<i>Politique</i>	
L'approche projets dans la coopération au développement est-elle dépassée ?	3
Un rôle pour les énergies renouvelables dans la coopération au développement	3
Développement de l'environnement dans la région de l'Asie du Pacifique	4
<i>Mise en œuvre</i>	
Du soja ou des forêts en Amérique du sud ?	4
La biodiversité est bénéfique pour les paysans	5
Une place du marché internet renseigne sur le négoce des services environnementaux	5
Evaluations stratégiques environnementales (ESE) : une revue d'expériences internationales	6
Stratégie suisse de réduction des catastrophes en Asie centrale	6
<i>Recherche</i>	
Gérer le changement, une clé pour des moyens d'existence durables?	7
Événement	
EFARD 2005 : Conférence internationale sur la recherche agricole pour le développement	8

ARTICLE DE FOND

en œuvre laisse toujours plus à désirer. Ici, la balle est dans le camp des pays contractants surtout, mais les ONG et les organisations basées sur les communautés (OBC) jouent elles aussi un rôle primordial dans la réalisation de projets environnementaux.

Une étude s'est penchée sur la question de savoir dans quelle mesure des projets environnementaux locaux contribuaient, aujourd'hui déjà, à la réalisation des objectifs des conventions sur l'environnement. Il s'avère que ces projets sont souvent le produit de nécessités locales, et moins une émanation concrète d'accords globaux. Les difficultés et les obstacles à une intégration efficace et efficiente du niveau local dans la discussion politique nationale et internationale résident surtout dans le manque de moyens financiers, les barrières linguistiques et une compétence insuffisante en matière de négociations avec les OBC et les ONG. Mais la coopération avec les agences gouvernementales représente elle aussi un défi, en raison de législations environnementales lacunaires, conçues séparément pour chaque secteur et sans coordination entre elles, sans compter que les moyens financiers pour des projets environnementaux locaux se raréfient. Toutefois, une solution est entrevue dans l'intégration d'objectifs sociaux et économiques dans les projets environnementaux.

SOURCES

Integration of Biodiversity Concerns in Climate Change Mitigation Activities: A Toolkit. Keya Choudhury, Cornelia Dziedioch, Andreas Häusler, Christaine Ploetz. German Federal Environmental Agency. 2004. 65p. www.umwelt-daten.de/medien-e/biodiv.pdf

Comprehensive Environmental Projects: Linking Adaptation to Climate Change, Sustainable Land Use, Biodiversity Conservation and Water Management. Ana V. Rojas Blanco. Both Ends. 68 p. www.bothends.org/service/Final_report_synergies.pdf

Regime interplay: The case of biodiversity and climate change. Joy A. Kim. In: *Global Environmental Change* 14 (2004) 315–324.

L'approche projets dans la coopération au développement est-elle dépassée ?

Les spécialistes en matière de coopération au développement sont de plus en plus nombreux à reconnaître que les projets ne permettent pas toujours de lutter efficacement contre la pauvreté. Un programme de recherche mené conjointement par le UK Bradford Centre for International Development et divers partenaires en Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda, a examiné les effets institutionnels de l'approche des moyens d'existence durables (Sustainable Livelihoods Approach SLA) sur les interventions de développement en se concentrant sur dix études de cas. Il en ressort que les projets constitueraient souvent des constructions isolées, dotées de moyens financiers parfois considérables dans un contexte pauvre. En outre, ils occasionneraient des coûts opérationnels assez élevés par rapport à leurs effets positifs en termes de développement. Et finalement, ils se feraient souvent concurrence sur un même terrain.

Les auteurs postulent, entre autres, la nécessité de revoir d'un œil critique et de modifier au besoin les rapports de force et les possibilités de pilotage dans les processus de développement, et de miser davantage sur des partenariats avec le secteur privé. Il faudrait adapter les interventions aux structures déjà en place et renforcer la coopération avec les agences gouvernementales aux niveaux local et national. Selon les auteurs toujours, des interventions de développement ne

peuvent améliorer les conditions de vie des populations que si elles prennent en compte, à côté des critères de la durabilité économique et institutionnelle, les conséquences sociales et écologiques à plus long terme.

SOURCE

Goodbye to Projects? The Institutional Impact of Sustainable Livelihoods Approaches on Development Interventions. Tom Franks et al. March, 2004. 64p.
www.livelihoods.org/lessons/docs/GtPFinalReport.pdf
 plus d'informations :
www.bradford.ac.uk/acad/dppc/research/livelihoods_and_poverty/projects/goodbye

Un rôle pour les énergies renouvelables dans la coopération au développement

Cette synthèse souligne d'abord le rôle de modèles que doivent jouer les pays industrialisés en matière de réduction des émissions de CO₂. Puis, elle se concentre sur la question des approches énergétiques à promouvoir en fonction des diverses conditions des pays en voie de développement et en transition.

Les améliorations potentielles peuvent concerner les technologies liées aux combustibles fossiles comme aux énergies renouvelables. Trois groupes de pays et approches correspondantes sont décrites :

1. Majorité de pays sub-sahariens et à problématique semblable (Nicaragua, Haïti). *Approche proposée* : réduction de la « pauvreté énergétique » et de la surexploitation de biomasse correspondante.
2. Majorité de pays en transition (Albanie, Kirghizistan...). *Approche proposée* : Amélioration de l'efficacité énergétique et soutien des réformes du marché de l'énergie.
3. Pays en voie de développement à fortes populations, à économies dynamiques, et à demandes énergétiques et émissions croissantes (Brésil, Chine, Pakistan...). *Approche proposée* : « atténuation des changements climatiques et sécurité énergétique ». Augmentation à long terme de la proportion d'énergies renouvelables à travers des appuis à la formation, au transfert de technologies et au renforcement institutionnel et législatif.

Ces distinctions encore très générales influenceront le choix des technologies, des institutions partenaires et enfin des instruments à utiliser.

SOURCE

Climate change mitigation and energy policy in development cooperation: What role for renewable energy technologies? Matthias Krause, Imme Scholz. Bonn, German Development Institute, 2004. 4 p.
www.die-gdi.de/die_homepage.nsf/0/8592b08d65e34e12c1256e7f00288639?OpenDocument

Développement de l'environnement dans la région de l'Asie du Pacifique

Dans la région de l'Asie du Pacifique, d'indéniables progrès ont été réalisés dans le domaine économique, la réduction de la pauvreté et la santé. Mais des indicateurs choisis mettent en évidence une dégradation inexorable des ressources naturelles renouvelables. Le sud-est asiatique est une des régions les plus boisées du monde, avec une très grande biodiversité. Or, depuis vingt ans, les surfaces boisées diminuent en moyenne de 1,8 % par année, avec des effets négatifs sur la diversité des espèces. Et la pollution transfrontalière de l'air due au défrichage par brûlis est devenue alarmante.

Afin de déceler ces développements et d'autres encore, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a mis au point des indicateurs qui aident les pays et régions à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs onusiens du Millénaire. Le plan de mise en œuvre de ces objectifs (Plan de Johannesburg de 2002) souligne la nécessité de tels indicateurs comme base solide pour le monitoring et la formation de l'opinion des décideurs politiques.

L'Asie du sud-est est une des cinq régions étudiées d'Asie et du Pacifique (les autres étant l'Asie centrale, l'Asie du sud, l'Asie du nord-est et le Sud du Pacifique).

Tous les rapports présentent (sous forme de graphiques) les tendances pour plus de 25 indicateurs clés dans les domaines de l'air, de l'eau, du sol, de la

diversité biologique et du développement social et économique. Il manque encore, dans maints domaines, des données scientifiques fiables qui puissent servir à mesurer les progrès du développement.

SOURCE

Environmental Indicators. Separate volumes for Central Asia, North East Asia, South Asia, South East Asia, and South Pasific. Nations Environment Programme, Regional Resource Centre for Asia and the Pacific. 2004.
www.rrcap.unep.org/indicator/

Mise en œuvre

Du soja ou des forêts en Amérique du sud ?

Le soja est un important produit commercial sur les marchés internationaux ; il est transformé en grande partie en fourrage et en huile. La demande globale de ces produits ne cesse d'augmenter et ne peut plus être couverte par un meilleur rendement des cultures. C'est pourquoi, les surfaces consacrées à la culture du soja ont considérablement augmenté ces dernières années, au détriment d'autres cultures et des écosystèmes naturels.

Plus spécialement au Brésil, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie, cette tendance se poursuivra sans doute puisque ces pays disposent encore de réserves de terres arables. Aujourd'hui déjà, le soja est le principal produit agricole d'exportation de ces pays. Cependant, la culture intensive du soja a des répercussions négatives sur l'environnement : précieuses régions de forêts défrichées, augmentation des risques d'érosion, pollution accrue par les pesticides.

L'ouvrage cité propose de combiner production de soja et production animale. Une telle intensification de la production agricole pourrait mettre un frein au déboisement. Mais les auteurs relèvent expressément que l'agriculture industrielle sur de grandes surfaces est de toute façon sujette à caution du point de vue écologique, et qu'elle ne résout pas les problèmes sociaux,

comme par exemple la répartition inégale des revenus. Des sources de revenus alternatives pour les petits paysans, ainsi que l'introduction de critères de production écologiques et sociaux par les acheteurs de soja, pourraient promouvoir le développement durable.

SOURCE

Managing the Soy Boom: Two scenarios of soy production expansion in South America. Jan Maarten Dros. AIDEnvironment. Amsterdam. June 2004. 63 p.
www.panda.org/downloads/forests/managingthesoyboom.pdf

La biodiversité est bénéfique pour les paysans

Avec quelles mesures pourrait-on augmenter la plus-value écologique dans une entreprise de culture fruitière ? Comment tenir en échec les insectes nuisibles par des insectes utiles ? Quelles sont les fonctions des jachères dans l'agriculture et comment les aménager ? Comment évaluer la qualité écologique de systèmes agro-écologiques ?

Une nouvelle publication, richement illustrée et fourmillante d'idées, donne des réponses à ces questions et à bien d'autres encore. Elle traite des aspects de la biodiversité qui sont directement utiles pour l'agriculteur, plus spécialement dans le domaine de la lutte biologique contre les insectes nuisibles. Une première partie explique le concept de l'agriculture multifonctionnelle ainsi que les formes et les fonctions d'infrastructures écologiques. Dans la partie principale, les auteurs expliquent comment ce concept peut être mis en pratique dans différents agro-écosystèmes. Et dans la dernière partie, ils présentent diverses méthodes pour mesurer et améliorer la qualité écologique et la durabilité.

A une époque où l'on se soucie toujours plus d'une production alimentaire respectueuse des principes du développement durable, cet ouvrage offre une aide précieuse, orientée vers la pratique, aux paysans et aux conseillers en matière

d'agriculture biologique. Même si les contenus se rapportent aux zones tempérées d'Europe, ils n'en sont pas moins pertinents pour d'autres continents également.

SOURCE

Ecological Infrastructures. Ideabook on Functional Biodiversity at the Farm Level. Ernst F. Boller, Fritz Häni & Hans-Michael Poehling (Eds.). International Organisation for Biological and Integrated Control of Noxious Animals and Plants (IOBC). Août 2004. 212 pages. Allemand/anglais. Extraits : www.iobc.ch/ideabook.pdf; pour commander : www.iobc.ch/Orderform_IOBC_Ideabook_0904.doc



Cicadelle des vignes

Parasitoïde

Haie de rosiers

L'insecte nuisible (une cicadelle des vignes, à gauche) est anéanti par l'ennemi (un parasitoïde, au milieu) qui surgit d'une haie de rosiers (à droite). Ill. à la page 3 de l'ouvrage cité.

Photos : U. Remund, Agroscope FAW Wädenswil, Suisse.

Une place du marché internet renseigne sur le négoce des services environnementaux

Lancée lors du 3^{ème} Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN (Bangkok, 17-25 novembre 2004), Ecosystem Marketplace du Katoomba Group représente la première source d'information électronique concernant les marchés des services rendus par les écosystèmes.

Les marchés de services environnementaux représentent un potentiel pour un grand nombre d'acteurs situés à des niveaux très divers, des communautés aux agents financiers en passant par le monde des affaires. L'objectif premier de cette initiative est d'informer l'utilisateur de l'existence de ces marchés ; on peut y voir qui achète, qui vend et à quel prix.

Sur le site, vous pouvez vous inscrire à un bulletin d'informations par e-mail dont vous recevrez une mise à jour tous les quinze jours. Sous Marketwatch (encore en construction), les marchés de la biodiversité, du carbone, de l'eau et d'autres moyens de conservation sont déjà présentés ; la description considère leur localisation, leur valeur de transaction, la séquestration de

carbone et leur surface protégée ou restaurée. C'est là que vont figurer prochainement les prix et la localisation des acheteurs et vendeurs.

Cela devrait faciliter les transactions entre les différents acteurs, et qui sait, promouvoir de nouveaux marchés.

SOURCE

The Katoomba Group's Ecosystem Marketplace: www.ecosystemmarketplace.com

Evaluations stratégiques environnementales (ESE) : une revue d'expériences internationales

Après les Etudes d'Impacts Environnementaux (EIE) qui ciblent le niveau « projet », on a réalisé l'importance d'agir de manière concertée sur les plans « macro » national et international. Les pays et institutions internationales ont été amenés à mettre en place de nouveaux outils destinés à évaluer la composante environnementale de divers plans, programmes et politiques sur un plan stratégique.

Ce recueil d'études rassemble des expériences de pays développés, en transition et en voie de développement. Sur le plan des agences de développement multilatérales et bilatérales, de nombreuses, mais très diverses, approches sont présentées et démontrent qu'on rencontre parfois des analyses de stratégies intégrées (développement durable), plutôt que strictement environnementales. On y trouve par exemple une matrice « Banque Mondiale » d'analyse des impacts sociaux et de ceux des changements politiques sur la pauvreté ou une grille d'analyse des aspects environnementaux du Plan Stratégique de Réduction de la Pauvreté du Vietnam.

En conclusion, les auteurs pensent que le défi futur des ESE repose davantage sur la bonne compréhension des outils et sur l'appropriation de leurs résultats

par les décideurs que sur des aspects méthodologiques. L'idée de se doter d'outils qui permettent d'illustrer l'impact des politiques sur le développement durable est bonne, mais en fin de compte, ce seront les impacts des informations pour l'amélioration des stratégies et politiques qui seront déterminants.

SOURCE

Strategic environmental assessment: a sourcebook and reference guide to international experience. Barry Dalal-Clayton, Barry Sadler. London, IIED, 2004. 385 p.
www.iied.org/spa/sea.html

Stratégie suisse de réduction des catastrophes en Asie centrale

Les pertes humaines et économiques dues à des catastrophes naturelles sont en constante augmentation au niveau mondial. En dépit d'une attention internationale croissante, des stratégies locales adéquates pour faire face aux manifestations extrêmes de la nature font encore largement défaut. L'Asie centrale est considérée comme une région particulièrement instable des points de vue tectonique et géomorphologique. Les catastrophes naturelles et l'érosion rampante freinent sensiblement les efforts entrepris au titre du développement durable.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) a élaboré pour le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan une stratégie de réduction des catastrophes qui pilotera jusqu'en 2008 la première phase du Programme de réduction des catastrophes en Asie centrale. Les forces de la stratégie résident dans un profil très précis de risques spécifiques de la région et dans la présentation des formes de coopération, horizontales et verticales, de toutes les institutions impliquées. La stratégie mise aussi sur la sensibilisation de la population à la réduction des catas-

trophes naturelles et sur le développement des capacités locales d'évaluation des risques. Dans le cadre de cette approche intégrative, la formulation de mesures prioritaires et un plan stratégique devraient faciliter la gestion des risques et des catastrophes. A l'avenir, il faudra davantage intégrer les aspects de la minimisation des risques dans la conception générale du développement de ces pays.

INFORMATION

Coopération suisse en Asie centrale :
www.swisscoop.tj/index.php?userhash=19110316&navID=3980&IID=1
PDF-Download:
www.deza.ch/ressources/product_40_en_1278.pdf



Les communautés locales sont impliquées dans les travaux de réaménagement du lit d'une rivière. Muminabad, Tadjikistan (Photo : S. Eugster. DDC)

Gérer le changement, une clé pour des moyens d'existence durables?

Cet ouvrage rassemble plusieurs contributions au sujet des systèmes de moyens d'existence ruraux dans les régions semi-arides de l'Inde. Il ne se contente pas de les présenter l'une après l'autre, mais s'en sert pour soulever des questions importantes liées à la complexité de tels systèmes, ainsi qu'aux difficultés de gérer les ressources naturelles et le changement. Les auteurs expliquent les liens entre les systèmes de moyens d'existence et d'autres paramètres globaux, en mettant en évidence notamment les interrelations entre les politiques macro-économiques et l'économie rurale au niveau des ménages.

Les contributions se basent sur les expériences et les connaissances acquises dans le cadre d'un projet de recherche de six ans dans l'Andhra Pradesh, le Karnataka et le Gujarat, qui a suscité l'intérêt national et international. Elles aideront grandement à comprendre les systèmes locaux de moyens d'existence ainsi que la nécessité de mettre en œuvre des approches globales pour un développement effectif. Il n'est pas question de modèles mais d'outils de recherche participatifs et de valorisation de résultats de recherche sur les

moyens d'existence dans la pratique du développement. Les exemples de projets portent tous sur les défis posés aux praticiens du développement désireux de travailler avec des approches qui soutiennent le renforcement des capacités.

SOURCE

In search of sustainable livelihood systems: Managing resources and change. Ruedi Baumgartner, Ruedi Högger (Eds.). New Delhi, Sage, 2004. 382 p.

*Les femmes se concertent quant à leurs moyens d'existence locaux.
(Photo : Project Support and Monitoring Unit du Karnataka Watershed Project (PSMU), Inde, Intercooperation, 2002.)*



EFARD 2005 : Conférence internationale sur la recherche agricole pour le développement

Le Forum européen de la recherche agricole pour le développement (EFARD) tiendra sa prochaine assemblée générale du 27 au 29 avril 2005, à Zurich. Sous l'enseigne « Agricultural Research for Development: European Responses to Changing Global Needs », la conférence EFARD examinera si les tendances actuelles impliquent un changement d'orientation dans la recherche agricole pour le développement.

L'EFARD est une initiative conjointe de tous les groupes d'intérêt de la recherche agricole pour le développement (chercheurs, politiciens, organisations de paysans, ONG et secteur privé), qui vise à mobiliser la communauté scientifique et à renforcer la contribution de la recherche agricole à la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et le développement durable.

La conférence servira de plate-forme au dialogue stratégique, à l'échange scientifique et à l'élaboration d'activités communes entre tous les groupes d'intérêts. Des sessions plénières seront consacrées à l'agenda actuel et futur de la recherche agricole pour le développement et aux mécanismes en vue de coordonner les recherches au niveau européen. Parallèlement, plusieurs

colloques scientifiques aborderont une large palette de questions relatives à la recherche agricole et seront l'occasion de présenter de nouvelles approches dans ce domaine. Des ateliers sont en outre prévus, qui se concentreront sur la recherche de solutions par le biais de partenariats.

INFORMATION

www.efard2005.org

Edition

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
Länggasse 85
3052 Zollikofen
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch